

# Encadrement de la contribution prévue par le décret n°2022-1249 du 21 septembre 2022 relatif au déploiement d'infrastructures collectives de recharge relevant du réseau public de distribution dans les immeubles collectifs et sur la régulation incitative du délai de raccordement de ces infrastructures

*Date de la contribution : 03/03/2023*

## Introduction

### Détermination de la puissance demandée du branchement individuel

**Question 1 :** Avez-vous des observations sur les modalités de détermination de la puissance demandée ?

concernant la formule exprimée en 2.1, il est bon d'indiquer que la puissance PIRVE provient du tableau de l'annexe de l'arrêté du 23 décembre 2020 suivant <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042739815>

**Question 2 :** Considérez-vous opportun de demander aux gestionnaires de réseaux de mettre en place un nouveau palier technique d'une puissance inférieure à 9 kVA ?

Le palier technique de 9kVA permet de définir un périmètre technique (câble, protection) autour du PDL/PRM et ainsi limiter la puissance individuelle.  
Cette valeur haute de 9kVA est suffisante pour une recharge librement accessible et dont la plage horaire est étendue (5h à 8h de charge).

A noter que le texte ne précise pas le cas des places de stationnement partagées ou non attribuées. Il serait bon de préciser que cela n'entre pas dans le dispositif de réfaction et du préfinancement et d'informer que les places soient alors attribuées par lot (vote en AG, acte notarial...).

### Définition de la puissance de raccordement de l'infrastructure collective

**Question 3 :** Êtes-vous favorable à la proposition d'Enedis de retenir un coefficient de foisonnement de 0,4 entre véhicules électriques ? Comment considérez-vous l'application de coefficients décroissants en fonction du nombre d'emplacements ?

Il est en effet opportun de proposer un coefficient de foisonnement proportionnel aux capacités du parc de stationnement (1 à 0,4). L'infrastructure suivant le schéma N°4 ne permet pas de pilotage collectif de la charge du parc de stationnement, donc un système décroissant permet d'optimiser les puissances au plus juste.

### Définition des seuils plancher et plafond de la quote part

**Question 4 :** Êtes-vous favorable à la méthode de détermination des seuils plancher et plafond proposée à ce stade par la CRE ? En particulier, êtes-vous favorable à la fixation d'un plafond unique ou considérez-vous opportun de dissocier les seuils plafond en fonction de la nature du parking (intérieur ou extérieur), quitte à adopter des méthodes de fixation différentes ?

Il est préférable de différencier les seuils en fonction du type de parc de stationnement (int, ext). Aussi de déterminer le cadre de la réfaction lorsque le projet entre exactement dans les seuils pour bénéficier de la réfaction. **En cas de dépassement de ces planchers et plafonds de façon individuelle, engendre de ne pas bénéficier de la réfaction à titre individuel et permettrait de rendre homogène les demandes**

(gestion industrialisée, massification de la demande).

**Question 5 :** Que pensez-vous des niveaux indicatifs des seuils obtenus ? Lequel des deux scénarios envisagés vous paraît le plus adapté ?

Pour les mêmes raisons de massification de la solution pour un projet de recharge (réponse précédente), il semble que le scénario N°2 élargi l'assiette de bénéficiaire sur la valeur plancher (21%) qui est économiquement plus intéressant pour une copropriété et dans l'intérêt du GRD.

**Question 6 :** Que pensez-vous de la majoration de ces seuils pour prendre en compte les écarts de coûts entre Enedis et les autres GRD ?

il est sensé de prendre en compte les 10% de différence entre un ELD et ENEDIS, qui n'ont pas les mêmes obligations nationale.

**Question 7 :** Êtes-vous favorable au traitement des travaux annexes en présence d'amiante proposé par la CRE ?

Pour ce type d'installation il n'est pas possible d'intervenir dans le cadre de la sous-section III AMIANTE (maintenance), mais en sous-section IV qui nécessite le retrait total. Les surcoûts engendrés par la présence d'amiante ne sont pas à la charge de la collectivité via le TURPE. C'est un problème interne à la copropriété qui doit être géré séparément avec d'autres outils que la pise en place du nouvel arrêté. Car dans ce cas on peut faire valoir le traitement contre la présence de poussière de silice (ciment, silicose).

## Évolution future des seuils plancher et plafond

**Question 8 :** Partagez-vous la nécessité d'un suivi régulier et spécifique des colonnes horizontales déployées par les gestionnaires de réseaux ?

oui, les données sont nécessaires pour évaluer l'efficacité du dispositif.

## Introduction d'indemnités en cas de retard sur les délais de raccordement

**Question 9 :** Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'introduire des indemnités similaires à celles prévues pour la solution préfinancée pour les autres solutions de raccordement des IRVE au sein d'immeubles collectifs à usage principal d'habitation ?

oui, nous sommes favorables.

## Remarques générales

**Question 10 :** Avez-vous d'autres remarques sur les principes présentés dans cette consultation publique ?

Avec "le droit à la prise" suivant le décret 2021-872 du 30 juin 2021, le locataire a la possibilité de notifier à son bailleur (privé et social) sa volonté de faire équiper une ou plusieurs places de stationnement en IRVE. Qui s'engage auprès du GRD pour le projet d'équipement avec préfinancement, le bailleur ou le locataire, quid en cas de défaut de paiement ou de fin de bail ?